

## MATRICE DES MESURES DU CORP SUITE AUX DÉCISIONS DES REPRÉSENTANTS DU FORUM 2016 CONCERNANT LE TRAVAIL DU PROE

PARA	DÉCISION	CALENDRIER	RÔLE DU CORP	PROGRÈS RÉALISÉS À CE JOUR
15	<p><b>Changement climatique et gestion des risques liés aux catastrophes</b></p> <p>Les dirigeants ont <b>entériné</b> le <i>Cadre de développement résilient dans le Pacifique (FRDP)</i> et sont convenus qu'il serait pleinement élaboré et mis en œuvre dans le cadre de l'application de l'Accord de Paris, de même qu'ils ont <b>reconnu</b> son potentiel à soutenir la coordination et les mesures portant sur un certain nombre de questions cruciales liées au changement climatique et à la gestion des risques liés aux catastrophes.</p> <p>Les dirigeants <b>ont noté</b> que le FRDP est un cadre volontaire non politique qui ne se substitue pas au rôle des États ni aux déclarations politiques régionales sur le changement climatique et la gestion des risques liés aux catastrophes. Les dirigeants <b>sont convenus</b> que <i>la Déclaration de Pohnpei : Renforçant la résilience dans le Pacifique face au changement climatique et à la gestion des risques liés aux catastrophes</i>, compléterait le FRDP (Cadre de développement résilient dans le Pacifique), et <b>inviterait</b> le Secrétariat du Forum à constituer un groupe de travail, composé des Membres, d'organisations du CORP et de parties prenantes concernées, dont la mission consisterait à élaborer un processus de partenariat pour la résilience dans le Pacifique (PRP) pour décembre 2016, afin de mettre le FRDP (Cadre de développement résilient dans le Pacifique) en œuvre.</p>	2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique doit rencontrer le CORP régulièrement dans ce cadre. Toutes les agences du CORP doivent être impliquées dans le GT, notamment le Secrétariat et les Membres du PROE. Concernant l'organisation de réunions consécutives, le Conseil du FVC tiendra une conférence à Samoa du 13 au 15 décembre qui pourrait bien constituer un cadre idéal.</li> <li>Le PROE continue de diriger la coordination des initiatives régionales sur le changement climatique, notamment la coordination de l'équipe du CORP pour la CdP 22 en soutenant les ÉIO, fera le point après Marrakech avec l'équipe de la CdP 22 sur les conclusions pertinentes et les liens avec l'Accord de Paris.</li> <li>Le PROE joue un rôle dans les services climatiques en proposant son soutien et en renforçant les capacités des services météorologiques nationaux, en organisation des formations sur le climat et la gestion des connaissances via le Portail sur le changement climatique dans le Pacifique.</li> <li>Le PROE, en tant qu'entité accréditée auprès du FA et du FVC, collabore avec les Membres en vue de la préparation de la conceptualisation et des propositions entières.</li> <li>Par le biais du PROE, le CORP explorera les liens entre le FRDP et la Stratégie météorologique du Pacifique (PIMS) et le PROE continuera de coordonner la mise en place de ladite stratégie (PIMS) et ses liens avec le FRDP (Cadre de développement résilient dans le Pacifique).</li> </ul>	Les Partenariats pour la résilience dans le Pacifique (PRP) se sont réunis du 4 au 6 février 2017 en vue de développer des modalités de gouvernance pour la mise en œuvre du FRDP (Cadre de développement résilient dans le Pacifique). Les dirigeants du Forum auront pris des décisions immédiates avant la Conférence du PROE. Nous ferons le point sur les conclusions des délibérations des dirigeants lors de la Conférence du PROE.
17	<p>Les dirigeants <b>ont précisé</b> que l'amendement doit inclure une date fixe pour la production et la consommation de HFC (hydrofluorocarbures), rapidement suivie d'une phase progressive de réduction. Ils ont également <b>souligné</b> le besoin de maximiser les avantages climatiques d'une réduction progressive des HFC en proposant des incitants visant à protéger les avantages majeurs de l'efficacité énergétique dans le cadre d'applications potentiellement simultanées à la réduction progressive globale des HFC.</p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Ce travail est réalisé dans le cadre des efforts déployés par le PROE portant les substances chimiques. La question globale des bénéfices environnementaux et climatiques liés à la réduction progressive des HFC est documentée efficacement par le travail du Protocole de Montréal. Concernant l'appui éventuel du CORP, le PROE devra aider les pays qui doivent encore mettre des mécanismes et des politiques en place, qui leur permettront de réduire progressivement les HFC à l'échelle nationale. Le PROE travaillera en étroite collaboration avec les pays ayant déjà établi ces</li> </ul>	En 2017, le Japon a également financé des travaux via la FFA (Agence des pêcheries du Forum) pour la réalisation d'un travail similaire sur les HFC en lien avec les bateaux.

PARA	DÉCISION	CALENDRIER	RÔLE DU CORP	PROGRÈS RÉALISÉS À CE JOUR
			mécanismes pour qu'ils puissent les renforcer en définissant des méthodes permettant d'optimiser l'efficacité énergétique, en explorant l'utilisation d'appareils « plus propres » qui n'auraient pas recours à ces substances chimiques. Bon nombre de pays insulaires du Pacifique ont déjà mis ces mécanismes en place alors que d'autres sont toujours dans la phase d'élaboration – l'aide du PROE permettra non seulement d'établir ces mécanismes, mais également de placer chaque pays sur un pied d'égalité.	
21	Les dirigeants <b>ont</b> tenu compte des messages du secteur privé dans le cadre du Dialogue du Secteur privé. Les dirigeants <b>ont réitéré</b> leur engagement visant à soutenir le développement du secteur privé dans la région avec un accent sur une mobilité accrue des entreprises et un personnel qualifié et compétent, notamment la rationalisation des processus commerciaux en vue de faciliter les activités au sein du Pacifique. Les dirigeants <b>ont chargé</b> les conférences ministérielles pertinentes de suivre et de surveiller les progrès réalisés quant à l'application de ces initiatives, le cas échéant.	Prép. Secteur privé février 2017  FEMM avril 2017 (Ministres des Finances et de l'Économie du Pacifique)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le PROE encourage le développement d'environnements régionaux et nationaux favorables à la transition vers des économies vertes et bleues, p. ex., diriger un projet régional d'écotourisme et des ateliers de formation sur les économies bleues et vertes.</li> </ul>	<p><b>Participation du PROE</b></p> <p>Le PROE en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a organisé une conférence sur la croissance et l'économie vertes pour une sélection des ÉIO (États insulaires océaniques) en 2016.</p> <p>Les ÉIO ont échangé leurs expériences sur la mise en œuvre d'initiatives de croissance verte/économie verte.</p> <p>Il est encourageant de noter que les États insulaires océaniques participants ont développé un cadre national visant à promouvoir la croissance verte et l'économie verte.</p> <p>Le PROE poursuivra sa collaboration avec le PNUE afin d'identifier des concepts de projet potentiels sur la croissance/l'économie verte pour les PÉID.</p> <p>Écotourisme - le PROE collabore avec la SPTO (Organisation du tourisme du Pacifique Sud) pour la finalisation d'une directive sur le tourisme côtier.</p>
26	<b>Océans</b>  Les dirigeants <b>ont réaffirmé</b> que l'océan constitue la ressource naturelle la plus importante de la région du Pacifique. Les dirigeants <b>ont rappelé</b> que le Pacifique avait appliqué un leadership inflexible aux océans via la Orientations de SAMOA et en garantissant un ODD spécifique englobant l'océan et les mers (ODD14). Les dirigeants <b>ont observé</b> que la Conférence des Nations Unies sur les océans et les mers visant à soutenir la mise en œuvre de l'ODD14, 5 – 9 juin 2017 se tiendra désormais à New	Pour juin 2017	<p>Le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, et plus particulièrement l'OPOC (Bureau du Commissaire régional à la gouvernance de l'océan), offre un meilleur soutien au CORP et coordonne l'appui proposé aux pays du Pacifique pour des questions cruciales.</p> <p>Le CORP s'engage à inciter davantage de collaboration au sein de ses agences en vue de l'élaboration de solutions et de programmes conjoints en faveur des océans.</p>	<p>Le soutien du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique à l'OPOC, l'expertise des pêcheries de la FFA (Agence des pêcheries du Forum), l'expertise environnementale du PROE, la recherche marine et le renforcement des capacités de l'UPS (université du Pacifique Sud), et l'expertise des pêcheries côtières de la CPS, ont permis à la région Pacifique lors de la Conférence mondiale d'occuper une forte présence, ainsi que le partage de conseils techniques particulièrement efficaces dans le cadre des consultations régionales précédant la</p>

PARA	DÉCISION	CALENDRIER	RÔLE DU CORP	PROGRÈS RÉALISÉS À CE JOUR
	York. La Conférence constituera pour le Pacifique une nouvelle occasion d'ouvrir la voie et de démontrer son intérêt collectif dans le développement durable, la gestion et la conservation de l'océan Pacifique et de ses ressources, notamment via le Bureau du Commissaire de l'océan Pacifique (Office of the Pacific Ocean Commissioner, OPOC).			Conférence.
27	Les dirigeants <b>ont réitéré</b> leur soutien quant aux négociations visant à la mise en œuvre d'un nouvel accord portant sur la biodiversité de zones situées au-delà de la juridiction nationale, et <b>ont reconnu</b> la coordination d'une assistance technique par l'OPOC dans le cadre de discussions en cours aux Nations Unies sur ce point. Les dirigeants <b>sont convenus</b> de l'importance du maintien d'un dynamisme dans la région du Pacifique pour une conclusion rapide du Comité préparatoire, pour s'assurer que les approches de la gestion des océans entre les différentes juridictions ne portent pas préjudices aux dispositions actuelles de gestion des pêcheries régionales. C'est à cette fin, et conscients de l'attention mondiale portée aux océans, que les dirigeants <b>ont entériné</b> la <i>Déclaration de Pohnpei sur les océans : la voie vers la durabilité</i> , et ils <b>ont réitéré</b> leur soutien à l'OPOC, étant donné son rôle de coordinateur central visant à faire respecter la gouvernance du Pacifique et la gestion intégrée des océans dans la région, dans le cadre d'un Paysage océanique du Pacifique.	Sept. 2017, ou date de la conclusion des négociations sur espèces envahissantes.  Financement urgent.	Le CORP doit coordonner les conseils techniques via l'OPOC dans le cadre des négociations BBNJ (biodiversité des zones situées au-delà de la juridiction nationale), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>offrir des conseils aux Parties à la CITES (Convention sur le commerce international des espèces menacées) dans la région sur la mise en œuvre par l'Organisation régionale de gestion des pêcheries (ORGP) et les gouvernements nationaux des décisions récemment prises sur les espèces marines.</li> <li>offrir des conseils techniques dans le domaine des outils de gestion par zone, avantages de l'échange de ressources génétiques, EIE and ESE.</li> <li>Le PROE continue de proposer des formations sur les EIE et offre des conseils techniques aux États membres sur les EIE et les ESE.</li> </ul>	Le CORP offre une analyse technique et des conseils sur le projet de document de résultat zéro pour la Conférence sur les océans (mars 2017).  <b>Contribution du PROE</b> Réponse aux questions écrites sur les APA (accès et partage des avantages) fournies par l'équipe de support technique du CORP à la 3e PREPCOM. Analyse de la planification spatiale marine de la zone ABNJ (Clarion-Clipperton pour la BBNJ (exploitation minière, pêche, zones marines d'importance écologique ou biologique)). Le PROE a organisé des formations nationales sur les outils adaptés aux différentes régions, notamment un atelier sur la planification spatiale marine à Nauru (février 2016) et développé un nœud de données en ligne permettant l'accès en ligne (gis.sprep.org) afin d'aider les Membres à appliquer des processus et des outils de gestion par zone.
28	<b>Agenda 2030 pour le développement durable/ODD</b> Les dirigeants <b>ont salué</b> les progrès réalisés par le groupe de travail et le groupe de référence responsable des Objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre d'un projet de développement d'une feuille de route recensant les ODD du Pacifique pour des rapports régionaux et la mise en œuvre des ODD, des Orientations de SAMOA et le Cadre. Les dirigeants <b>ont noté</b> que la feuille de route finale serait soumise à approbation en septembre 2017.	2017	Le CORP, et plus spécifiquement son groupe de travail sur le développement durable, soutient le projet d'une feuille de route relative aux ODD pour le Pacifique, en vue de la formulation d'indicateurs régionaux sur les ODD alignés aux ODD/aux Orientations de SAMOA/FPR.  Une consultation régionale impliquant une série de parties prenantes sur les ODD se tiendra en juin 2017, avec un financement disponible en vue de soutenir la participation du CORP et des pays.	<b>Contribution du PROE</b> Le PROE est un membre du GT sur le Développement durable, le groupe de travail et l'équipe technique pour les ODD. Le PROE procédera à un travail de sensibilisation interne sur les indicateurs sur les ODD et les données environnementales, et leur lien avec les indicateurs environnementaux en ligne avec ses programmes.

PARA	DÉCISION	CALENDRIER	RÔLE DU CORP	PROGRÈS RÉALISÉS À CE JOUR
36	<p><b>Déclaration sur l'égalité des genres des dirigeants du Pacifique</b></p> <p>Les dirigeants <b>sont convenus que les futurs rapports d'activité sur la PLGED (Déclaration sur l'égalité des genres des dirigeants du Pacifique)</b> comprennent : un rapport complet sur les progrès réalisés intégrés dans le rapport d'activité régional quadriennal sur les ODD, et un premier rapport régional proposé en 2018 ; et un rapport sur un thème/domaine spécifique semestriel de la PLGED, afin de rester concentré sur l'évolution des engagements concernant les genres.</p>	Sept. 2018	<p>Le groupe de travail du CORP sur le Genre doit conseiller et soutenir la coordination par le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique d'un rapport d'activité exhaustif dans le cadre de la PLGED.</p> <p>La CPS tiendra une assemblée triennale des ministères de la Femme en octobre 2017 et lancera la nouvelle plateforme Pacifique d'action pour les femmes</p> <p>Le FFC a approuvé un cadre d'égalité des genres en juillet 2016 et met actuellement en œuvre des programmes en ce sens.</p>	<p><b>Contribution du PROE</b></p> <p>Le PROE est un membre du groupe de travail du CORP sur les Genres.</p> <p>Le PROE vient d'entériner sa politique sur les genres.</p> <p>Les objectifs de la politique sur les genres du PROE sont de : renforcer et maintenir un environnement institutionnel soutenant et encourageant la parité ; (ii) améliorer l'efficacité et la durabilité des projets et des programmes du PROE ; et (iii) promouvoir l'intégration d'une perspective de genre dans les programmes et les projets des États membres et des partenaires.</p>
41	<p><b>Contaminants radioactifs dans les îles Marshall</b></p> <p>Les dirigeants <b>ont chargé</b> le Secrétariat du Forum à coordonner une assistance des agences du CORP auprès de la République des îles Marshall et de les aider à gérer les répercussions des essais nucléaires, notamment, <i>inter alia</i>, les droits humains, la pollution environnementale et l'impact sur la santé. Les dirigeants ont également <b>chargé</b> le Secrétaire général du Forum des îles du Pacifique de remettre un rapport lors du 48<sup>e</sup> Forum des îles du Pacifique sur les mesures prises à cet égard.</p>	Sept. 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique doit coordonner les représentations du Forum auprès du gouvernement américain, et exhorter les États-Unis à prendre de nouvelles mesures visant à gérer efficacement les répercussions actuelles du Programme d'essais nucléaires américain ;</li> <li>Le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique doit coordonner les représentations du Forum auprès du Secrétariat général des Nations Unies en vue d'obtenir des mesures en réponse aux recommandations contenues dans le rapport de 2012 du Rapporteur spécial du Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies pour la « communauté internationale, notamment les départements pertinents de l'ONU, les fonds et les agences », visant à gérer les répercussions actuelles des essais nucléaires dans le Pacifique. Et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique confirmera les attentes de l'IRM et coordonnera l'aide du CORP à la RIM, le cas échéant.</li> <li>À noter que les Membres de la métropole de la CPS et le PROE ne sont peut-être pas en mesure d'apporter une aide spécifique à une organisation de la RIM. Le CORP doit se pencher sur les niveaux appropriés de ressources au vu de cette décision.</li> </ul> <p>Remarque : La difficulté pour la RIM est de garantir que le niveau de déchets radioactifs déversés dans l'atoll est plafonné. Le PROE peut offrir des conseils sur les dangers de ces</p>	<p>Le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique a développé, en consultation avec la RIM, un projet de représentation par la Présidence du Forum présenté au président américain ainsi qu'au Secrétaire général de l'ONU. Le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique coordonne une mission d'exploration du CORP auprès de la RIM dont fera partie le PROE afin de confirmer les attentes et de développer un programme de soutien.</p> <p><b>Contribution du PROE</b></p> <p>Pour la première fois, la RIM intégrait « l'héritage environnemental des essais nucléaires » dans son Rapport sur l'État de l'environnement, en y soulignant les impacts durables.</p>

PARA	DÉCISION	CALENDRIER	RÔLE DU CORP	PROGRÈS RÉALISÉS À CE JOUR
			<p>déchets en cas d'exposition des personnes à ceux-ci. Le PROE n'est pas en mesure de déterminer le niveau de radioactivité des déchets présents dans l'environnement (pollution environnementale). Néanmoins, le PROE peut suggérer des approches en ce sens, notamment, une mise en contact avec des chercheurs proposant ce type de service.</p> <p>Il est également recommandé de procéder dans le respect de la Convention de Bâle, établissant une relation de travail avec l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). Ce mécanisme permet également de gérer ce problème spécifique.</p>	
44	<p><b>Conclusions de la Conférence des dirigeants des PÉID</b></p> <p>Les dirigeants <b>ont entériné</b> la stratégie régionale des PÉID en tant que fondement de la hiérarchisation des priorités régionales et de leurs aspirations avec le <i>Cadre</i>.</p>	2017	<p>Le CORP par le biais de ses agences, s'engage à défendre des programmes régionaux visant à intégrer les éléments de la stratégie des PÉID dans les mandats de l'agence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique recrutera un Conseiller PÉID qui coordonnera et suivra la mise en œuvre de la stratégie PTI, et facilitera la mobilisation de nouvelles ressources le cas échéant.</li> <li>• Le PROE a incorporé la stratégie PÉID dans son Plan de travail 2017 – l'une des cinq priorités clés de la stratégie tient à une proposition PÉID conjointe sur le financement lié au climat du Fonds vert pour le climat. Le PROE continuera à s'employer et plus particulièrement à appuyer les priorités climatiques des PÉID dans le cadre de son rôle d'entité régionale accréditée auprès du Fonds vert pour le climat, et au Fonds pour l'adaptation.</li> <li>• Le CRGA de la CPS de juin 2016 a entériné la stratégie PÉID qui servira de fil rouge aux programmes futurs.</li> <li>• Le PROE, l'UPS et la CPS soutiendront les efforts réalisés en vue d'un transport maritime durable.</li> </ul>	Voir Mise en œuvre de la stratégie PÉID et Décision des dirigeants des PÉID.